

Pollution : les perchlorates toujours dans l'eau de nos robinets

Octobre 2012 : l'Agence régionale de santé (ARS) lance une alerte à la pollution de l'eau aux ions perchlorates. Dans la région, les nourrissons, les femmes enceintes et allaitantes de 544 communes sont priés de ne pas boire d'eau du robinet. Deux ans plus tard, rien n'a vraiment changé.

PAR PIERRE-LAURENT FLAMEN
region@lavoixdunord.fr

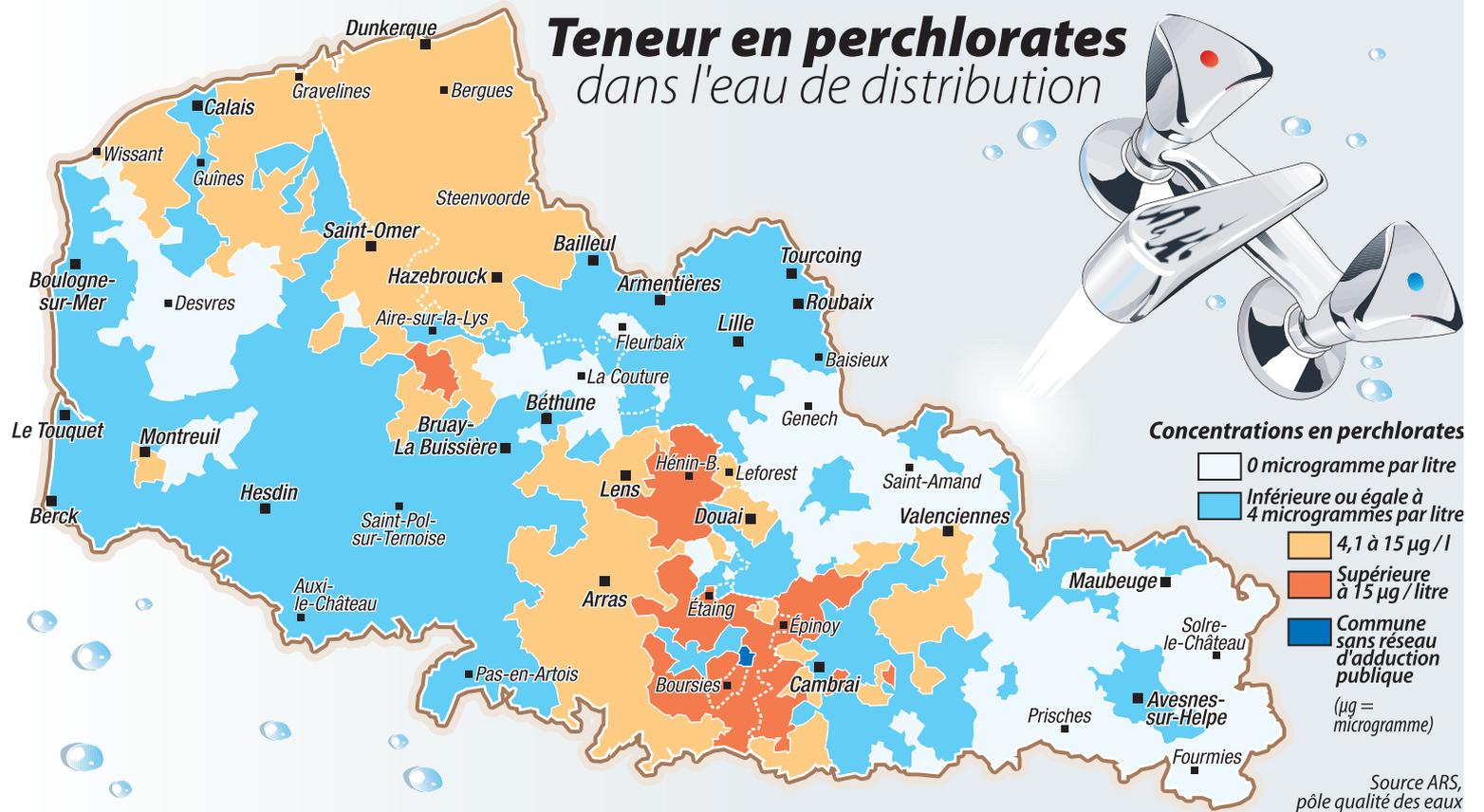
RÉGION. Faut-il vraiment se méfier de l'eau qui dort ? En ce qui concerne la pollution aux ions perchlorates dans la région, on est franchement tenté de répondre par l'affirmative. Parce qu'à dire vrai, il ne s'est pas passé grand-chose depuis l'alerte originelle lancée par l'ARS Nord - Pas-de-Calais en octobre 2012. Pour résumer dans les grandes lignes, la carte de la pollution aux ions perchlo-

“ Les résines sont très efficaces. On a tenté avec des concentrations à 35 microgrammes par litre, on est passé à un. ”

rates n'a pas bougé. Sur les 544 communes concernées par des restrictions d'eau potable à l'origine, 405 sont encore hors des clous. En 2011, sur les 544 communes, 112 présentaient des pollutions supérieures à 15 microgrammes par litre. Aujourd'hui, elles sont... 124. C'est-à-dire douze de plus. Le sujet n'aurait-il pas été pris à bras-le-corps ?

ON DILUE LA SAUCE

Aux Eaux du Nord qui distribuent dans la métropole lilloise, on a très tôt réagi en mélangeant l'eau de différents forages. Histoire de diluer la sauce... « La communauté urbaine a exigé qu'on soit partout en dessous des



4 microgrammes par litre, explique-t-on du côté des Eaux du Nord. On a moins utilisé les forages où le taux de perchlorates était le plus élevé, voire, on a cessé de les exploiter. »

Chez Veolia (80 % de la population régionale concernée par la pollution, 160 communes), on n'a pas chômé. Michel Chaumontet, directeur des services techniques Veolia Eau Nord-Ouest, raconte à loisir les mesures d'urgence prises par son

entreprise, dont les courriers adressés à 270 000 abonnés ou la ligne téléphonique entièrement dévolue à la situation.

Dans un second temps, les techniciens de Veolia ont quantifié les concentrations en perchlorates. Puis, ont envisagé des solutions techniques : « On a tenté les résines échangeuses d'ions pendant un an sur l'installation de Quiéry-la-Motte (près d'Hénin-Beaumont). Elles sont très efficaces. On a tenté avec des

concentrations à 35 microgrammes par litre, on est passé à un microgramme. »

DES CAROTTES ET DES DATES

Autre technique testée par Veolia : les traitements membranaires qui se sont avérés un peu moins efficaces que les résines. Chez Veolia, aucune technique ne s'est montrée trop belle pour déterminer l'origine des pollutions : carottages, datation de l'eau grâce aux traces de CFC et

même utilisation de drones. Autant d'investigations qui ont abouti à la conclusion que la pollution trouvait bien son origine dans les explosifs de la Première Guerre mondiale. Une pollution qu'on peut, techniquement, éliminer. « On a dit aux collectivités que des solutions existaient », conclut Michel Chaumontet. Des solutions qui ont évidemment un coût. Pour l'heure, aucune collectivité n'a donné suite. ■

« Vous pouvez prendre 10 ou 20 centimes par m³ »

DOUAL. Directeur de l'agence de l'eau Artois-Picardie, Olivier Thibault a suivi de près l'affaire de la pollution aux perchlorates.

– Que s'est-il passé depuis la première alerte aux perchlorates ?
« Ces deux-trois dernières années, tout le monde a poursuivi ses investigations. Beaucoup de questions se posaient. Dorénavant, on sait où sont les pollutions aux perchlorates et où il n'y en a pas. Deux études ont été menées. La première par l'agence de sécurité sanitaire qui recommande d'informer les populations dès que le seuil de 4 micro-

grammes est dépassé et de ne pas donner cette eau aux nourrissons. Par ailleurs, le bureau de recherche géologique minière a publié, cet été, un rapport qui affirme que la pollution provient essentiellement des bombardements de 14-18 et des munitions stockées depuis ce conflit. Ce qui explique que les communes les plus touchées se trouvent sur la ligne de front de la Première Guerre mondiale. »

– Et les exploitants ?

« Ils ont opéré des modifications de prélèvements. Autrement dit, on pompe plus là où il y a moins

de perchlorates. Ils ont aussi mené des tests avec des résines qui fonctionnent. Mais pour les utiliser, il faut un agrément du ministère de la Santé qui n'est pas encore sorti. Les procédures sont en cours mais longues. Il faut aussi savoir que les perchlorates font l'objet de recommandations, il n'y a pas de normes, pas d'obligations. Les collectivités hésitent à mettre les résines en œuvre. Vous êtes vite à un ou deux millions d'euros d'investissement par captage. Sur votre facture, vous pouvez prendre 10 ou 20 centimes par mètre cube. » ■



Olivier Thibault, directeur de l'agence de l'eau Artois-Picardie.

LES PERCHLORATES

Les perchlorates sont issus des explosifs et de certains engrais produits au Chili qui ont surtout été utilisés en Amérique du Nord.

LA SANTÉ

À dose élevée et prolongée, les perchlorates sont des perturbateurs endocriniens qui agissent sur le fonctionnement de la thyroïde. C'est pour cela que, pour les nourrissons de moins de six mois, il est recommandé de ne pas donner d'eau du robinet où le taux de perchlorates est supérieur à 4 µg/l. Le seuil passe à 15 µg/l pour les femmes enceintes ou qui donnent le sein.